

M. le président
MM. les vice-présidents
MM. les membres de la Commission

M. le secrétaire exécutif
MM. les directeurs généraux
MM. les chefs des services communs

Bruxelles, le 4 février 1966

P 19.541

Je vous prie de trouver en annexe un compte-rendu de la conférence de presse donnée aujourd'hui par M. le Vice-Président Mansholt à La Haye.

B. OLIVI



Au cours d'une rencontre avec la presse à La Haye, M. Mansholt a déclaré qu'il estimait important le fait que les institutions de la Communauté puissent reprendre leurs travaux, bien que personne ne sache pour combien de temps. Il règne encore une certaine incertitude quant à l'avenir, mais nous pouvons affirmer qu'il nous est permis d'envisager à nouveau l'avenir avec un optimisme modéré. M. Mansholt déclare qu'il a du respect pour l'oeuvre accomplie par les Cinq. Sous la direction de MM. Luns, Schroeder et enfin Spaak, les Cinq ont répondu à notre attente. Ils n'ont pas anéanti nos espoirs en ce qui concerne leur unanimité et leur fermeté dans la défense des Traités et de l'indépendance de la Commission. Le fait que la force de la Communauté et l'indépendance de la Commission aient été maintenues présente une importance politique. C'est une promesse pour l'avenir, un élément positif dans le combat mené. La preuve est faite que les Cinq veulent rester fidèles au Traité en toutes circonstances. Le dénouement de la crise montre qu'aucun partenaire ne souhaite une rupture, ne peut se permettre de la provoquer. Ceci est la preuve que la Communauté est indispensable. M. Mansholt souligne que l'inquiétude était aussi grande à l'extérieur de la Communauté qu'à l'intérieur de celle-ci, notamment en Angleterre et dans les autres pays de l'AELE. C'est avec un soupir de soulagement que ces pays ont appris que de nouveaux progrès pouvaient être désormais réalisés. Les sept points sont en gros acceptables. M. Mansholt ne souhaite pas anticiper sur les consultations que la Commission aura à ce sujet avec le Conseil, la Commission doit encore mûrir son point de vue sur la question. La position indépendante de la Commission est maintenue; sur ce point aussi, les Cinq ont suivi une ligne unanime. Ils ont évité une rupture avec la France, mais ils n'ont pas fait de concessions sur des points essentiels. M. Mansholt espère que désormais une confiance accrue se fera jour au Conseil. En effet, la confiance avait reçu une atteinte sérieuse. La Communauté ne peut se développer dans un esprit de méfiance; un tel esprit aboutit à une politique de préalables qui a un effet paralysant. Nous avons connu le même phénomène après le veto opposé à l'adhésion de l'Angleterre. Il y a pourtant un préalable: nous devons dans tous les cas aborder le problème du financement de la politique agricole. Ce faisant, nous ne devons pas négliger d'autres secteurs, un équilibre économique doit être maintenu. Après tous les travaux préparatoires, le problème du financement de la politique agricole pourra être résolu dans un délai assez rapproché -- de six à huit semaines. Il a déjà été tenu compte dans les travaux préparatoires de certains desiderata français.

M. Mansholt parle ensuite de l'importance du Kennedy-Round, où les Six occupent une position clé. Les Six ont une grande responsabilité et nous n'avons pas beaucoup de temps à perdre. Pour nous acquitter de nos obligations au GATT, il faudra que dans les prochains mois le Conseil fasse preuve d'une grande activité. Nous avons le devoir de concentrer tous nos efforts. Nous devons en outre arrêter des règlements relatifs aux matières grasses, au sucre et aux fruits et légumes, et fixer tous les prix agricoles. La Commission a presque terminé l'élaboration de ses propositions. Ce sera un problème difficile. La Commission prendra encore contact avec les experts gouvernementaux afin de créer un climat aussi favorable que possible pour les négociations. Les propositions relatives aux prix ne seront pas en tous points attrayantes pour l'agriculture allemande, mais elles seront supportables, et elles tiendront compte du droit qu'a l'agriculture allemande à améliorer sa position dans le Marché Commun. Les prix agricoles seront "une très lourde tâche" mais il est possible et nécessaire d'en venir à bout.

.../...

Il se pourrait que les difficultés viennent davantage encore du côté français que du côté allemand. M. Mansholt estime que les négociations pourront commencer au début de mars. Il convient de lier à ces négociations le problème des mesures de soutien dans l'agriculture, qui sont au nombre de 500 environ. M. Mansholt pense qu'il sera possible d'aboutir de cette manière à un grand ensemble de décisions en mai-juin (peut être un "marathon" ?). On verra fréquemment à Bruxelles les ministres de l'agriculture. M. Mansholt regrette que M. Pisani ne revienne pas ; il espère que M. Faure prendra sa place dans le même style. Dans le courant des prochains mois, il sera beaucoup demandé à tous les participants. Il faudrait donc craindre un effet paralysant si la composition de la Commission subissait des changements importants ; les problèmes ont exigé des années de préparation, et les modifications au sein de la Commission auraient maintenant un effet retardateur sur la marche des négociations. M. Mansholt déclare en conclusion que l'adhésion de l'Angleterre est nécessaire pour l'Angleterre et pour la Communauté et que le plus tôt sera le mieux.

(Bureau de La Haye)